

Après le 9 octobre un seul agenda social est possible : **CELUI DES LUTTES POUR NOS SALAIRES, NOS EMPLOIS, NOS RETRAITES, NOS REVENDICATIONS SOCIALES**

À l'ère du libéralisme débridé, l'idée d'un dépassement du vieux monde, aux antagonismes de classes soi-disant périmés, se répand. Et si les puissants feignent de tolérer encore les derniers oripeaux de cette forme d'organisation d'un monde du travail en pleine régression, c'est pour mieux accompagner les actionnaires dans leur jeu de massacre social et pour mieux les servir au banquet gargantuesque de la finance où ils se gavent inlassablement.

Exit donc le syndicalisme de transformation sociale !

Hypnotisées sans doute par ce spectacle édifiant, certaines confédérations syndicales ont fait le choix de l'accompagnement social-libéral en abandonnant toute référence à un changement de société par une sortie du capitalisme pour s'orienter plutôt vers une négociation « sociale » devenue l'alpha et l'oméga de leur doctrine. Elles vont même jusqu'à envisager d'avoir « une réflexion commune avec le patronat sur le modèle économique et social en Europe » et vont jusqu'à affirmer que « le dialogue social est un facteur de progrès profitant autant aux entreprises qu'aux salariés ». En quelque sorte, l'entreprise deviendrait, pour eux, une communauté d'intérêt devenue la symbiose parfaite entre les intérêts du capital et ceux du travail !

Quant à ceux qui refusent cette soumission au pouvoir patronal, ils subissent l'acharnement de la répression de l'appareil policier et judiciaire d'État, depuis longtemps au service de l'argent, à l'instar des 350 militants cheminots menacés d'exclusion statutaire et des dizaines de camarades d'EDF entraînés devant la justice pour acte de grève.

La CGT : dernier rempart contre la vague libérale ?

La CGT, ainsi que notre fédération, ne partagent pas la toquade de ces sirènes du camp de la résignation et du dialogue social « collaboratif ». Loin de cet abandon d'un syndicalisme de classe, donc de masse, elles restent à l'offensive, ne souffrant d'aucun doute dans leurs convictions.

L'appel du 9 octobre de nos syndicats le démontre et, dans un nombre d'entreprises toujours plus important, la mobilisation rime bien souvent avec arrêts de travail. Kimberly, International Paper, UPM en sont des exemples concrets. En effet, loin des incantations « pseudo-révolutionnaires » de certains, préférant un front « social » de gala défilant au son de la techno-parade, les syndicats de la CGT, dont ceux de la FILPAC, construisent au quotidien, dans les entreprises, avec

Quant à ceux qui refusent cette soumission au pouvoir patronal, ils subissent l'acharnement de la répression de l'appareil policier et judiciaire d'État (...)

les travailleurs, la riposte sociale à tous les mauvais coups du patronat et de son gouvernement.

Tous ensemble oui ! Mais pas avec n'importe qui...

Si la convergence des idées syndicales et l'empilement des luttes qui s'en suivrait reste un objectif fondamental pour la mise à bas de la doctrine capitaliste, ce n'est sûrement pas en annonçant « syndicalisme rassemblé » que nous rassemblerons les travailleurs face au patronat.

La recherche permanente de l'unité syndicale, comme facteur de confiance et d'efficacité de l'action syndicale pour les travailleurs, ne peut pas s'effectuer dans la négation des identités syndicales respectives. En effet, rien ne serait plus troublant et source d'écœurement pour les salariés que de laisser considérer que le monde syndical est un et indivisible. L'unité n'est pas l'unification !

Après le 9, que fait-on ?

Les travailleuses et les travailleurs exigent maintenant des négociations collectives construites sur les bases du cahier revendicatif syndical défendu à partir d'un rapport de force établi par les collectifs concernés.

Ils refusent de se voir imposer des « négociations sociales » échafauder dans les arrières cuisines du patronat et niant la réalité sociale.

Le prolongement des mobilisations du 9 octobre se construit donc déjà dans les entreprises, au sein des services publics et dans les territoires par des actions syndicales diverses et des luttes toujours plus nombreuses et rassembleuses.

**POUR LES MILITANTES ET MILITANTS DE LA CGT, C'EST DÉFINITIVEMENT NON ! POUR LES PROCHAINES JOURNÉES D'ACTION, LE MOT D'ORDRE RESTE LE MÊME :
LA RÉGRESSION SOCIALE NE SE NÉGOCIE PAS ! •**



KIMBERLY-CLARK
filpac cgt
Usine de Villey Saint-Étienne

FILPAC-CGT KIMBERLY Villey Saint-Étienne Sites de Villey Saint-Étienne et de Rouen : **TOUS UNIS !**

Depuis quelques semaines, la direction de Rouen s'affaire à vouloir monter les sections syndicales CGT ROUEN et CGT VSE en colportant des informations erronées.

Il est primordial de rappeler que nous sommes et avons toujours été en phase sur les mouvements engagés sur les différents sites.

L'accord sur le CSE n'a pas été signé en connaissance de cause et en concertation avec les délégués de Rouen, nous l'avons longuement expliqué lors de nos débrayages. Nous refusons que soit signé un accord qui détruit les prérogatives des élus, de plus la direction a inscrit dans son protocole d'accord des clauses moins favorables que la loi.

Contrairement à ce qui est colporté nous restons vigilants sur l'avenir du site de Rouen.

Contrairement à ce qui est colporté nous n'avons pas engagé un mouvement de grève que pour la NAO et quelques 1/10 % d'augmentation, la mise en place du CSE faisait partie intégrante des revendications.

Pour ceux qui avaient des doutes nous affirmons avec force notre soutien aux collègues de Rouen.

**Restons Unis et Solidaires. Ce sera notre Victoire
LA CGT SERA TOUJOURS À VOS CÔTÉS POUR PRÉSERVER
VOS INTÉRÊTS.**

SYNDICAT CGT KIMBERLY-CLARK SAS USINE DE SOTTEVILLE **APPEL À LA GRÈVE GÉNÉRALE**

Suite aux annonces successives, de la presse étrangère de la prévision des ventes des usines du secteur consumer Europe, nous avons demandé à notre direction du site de Rouen des explications sur notre avenir au sein du groupe Kimberly-Clark. Face au silence de la direction nous n'avons d'autre choix que de faire appel à votre soutien pour les obliger à nous donner des informations. Pour cette raison, les salariés de Rouen ont décidé à l'unanimité d'arrêter les équipements et de bloquer les entrées usine.

Nous reprendrons le travail lorsque la direction aura la volonté de communiquer avec honnêteté.

**PLUS QUE JAMAIS NOUS DEVONS ÊTRE
UNIS FACE À CETTE SITUATION.**



TOUS UNIS !

AMICALE CHATEAUBRIANT- VOVES-ROUILLÉ-AINCOURT

CHATEAUBRIANT Samedi 20 et dimanche 21 octobre 2018 **S'engager contre la barbarie !**

Un peuple sans mémoire est un peuple sans défense

L'amicale Châteaubriant-Voves-Rouillé-Aincourt a l'ambition de transmettre aux futures générations le souvenir des événements d'octobre 1941 et de donner à tous les moyens de connaître l'histoire du camp de Choisel avec le sort tragique des fusillés de Châteaubriant et Nantes. Transmettre la mémoire de ceux qui furent extraits du camp et fusillés à la Sablière, en forêt de la Blisière ou au terrain du Bêle à Nantes est un devoir afin que chacun comprenne les raisons qui engendrèrent ces drames. Il est important de savoir pourquoi les nazis, avec la complicité du gouvernement de Pétain, déportèrent et assassinèrent des résistants dont Guy Môquet.

La FILPAC CGT enjoint ses syndicats ainsi que les Comités d'entreprise où la CGT est présente à accompagner cette ambition, notamment en participant à son financement.

Samedi 20 octobre 2018

- **15h30 : Inauguration du réaménagement de la carrière des fusillés.** Sous le haut patronage de madame Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'État auprès de la Ministre des Armées et en présence de l'architecte Hélène Charron, de l'historien-muséographe Romain Barre, du Berim, des entreprises Chaze, Atelier Horizons, T-Pro, Boshier et de Thomas Fontaine, directeur du MRN et de nombreux élus des Pays de la Loire et de toute la France qui ont contribué à ce réaménagement.
- **15h45 : prises de paroles**
- **16h30 : Inauguration de l'exposition temporaire des Amis du Musée de la Résistance au Musée**
- **17h00 : Conférence de presse et verre de l'amitié**

Dimanche 21 octobre 2018

- **10h00 : hommage devant la Stèle à la Blisière aux 9 fusillés du 15 décembre 1941**
- **13h30 : rendez-vous au rond-point Fernand Grenier pour un hommage puis départ du cortège**
- **14h00 : rendez-vous à la carrière avec les officiels**
- **14h30 : cérémonie officielle** sous la présidence d'Odette Niles, présidente de l'amicale et d'Alain Hunault, maire de Châteaubriant, en présence d'Isabelle De Almeida, présidente du Conseil National du PCF et des responsables de la CGT
- **15h00 : présentation des classes qui ont collecté les terres pour le projet pédagogique de restauration des alvéoles du monument**
- **15h30 : chant ouverture par la chorale Méli-Mélo de Châteaubriant**
- **15h45 : évocation théâtrale préparée avec les Tréteaux de France.** Centre dramatique national avec les élèves de CM1 et CM2 de l'école des Terrasses de Châteaubriant et leur professeure, Virginie Legrais. Mise en scène de Solenn Goix et Thomas Fitterer, comédien. Texte écrit par Evelyne Loew. Son : Eurolive
- **16h30 : remerciements et fin de la cérémonie**



MONDADORI FRANCE : AU MOINS 700 EMPLOIS MENACÉS

Mondadori France est le troisième éditeur de presse magazine français. Il publie une trentaine de titres très divers : *Pleine Vie*, *Science & Vie*, *Science & Vie Junior*, *Science & Vie Découvertes*, *Top santé*, *L'Ami des jardins*, *Modes & Travaux*, *Diapason*, *Réponses photo*, *Télé Star*, *Télé Poche*, *Grazia*, *Biba*, *Auto Plus*, *L'Auto-Journal*, *Sport Auto*, *Nous deux*, *Closer*, *Le Chasseur français*...

Des magazines parfois centenaires, qui ont des millions de lecteurs fidèles et qui, chacun à sa façon, tiennent une place importante dans le paysage culturel et éditorial français. Pourtant, l'éditeur italien Mondadori, contrôlé par la famille Berlusconi, a décidé de se débarrasser de sa filiale française et s'apprête à la céder au groupe Reworld Media, quitte à la brader.

Objectif : se concentrer sur son activité la plus rentable, l'édition de livres en Italie, conformément aux brillants conseils des analystes financiers.

Problème, le repreneur potentiel, Reworld Media n'est pas vraiment un éditeur de presse. Ce qui l'intéresse, c'est de transformer les lecteurs en contacts pour les annonceurs, en priorité sur les supports numériques (ça coûte bien moins cher et les données peuvent être exploitées à l'infini). Autant dire que la qualité éditoriale, la rigueur de l'information, la satisfaction des lecteurs sont le cadet de ses soucis.

En 2014, Reworld a repris 8 magazines dont Lagardère voulait



se séparer. Un an après, 90 % des salariés transférés avaient été poussés dehors. Et, depuis, ce sont des sous-traitants qui conçoivent et réalisent au rabais ces magazines, devenus par ailleurs de simples vitrines commerciales sur Internet, quand ils n'ont pas disparu. Les services transversaux, indispensables au fonctionnement d'une entreprise de presse, sont, eux aussi, largement externalisés.

Si la cession à Reworld se réalise, 700 emplois CDI ainsi que ceux de centaines de pigistes et précaires seront directement menacés.

Au-delà, compte tenu du poids de Mondadori dans la presse écrite, c'est toute la filière, déjà très ébranlée, qui en subirait les effets, des imprimeurs aux kiosquiers.

Les pouvoirs publics doivent se saisir de ce dossier.

À nous de les interpeller !

NOUS NE LAISSERONS PAS DÉTRUIRE NOS JOURNAUX ET NOS EMPLOIS

Un rassemblement a eu lieu place du Palais-Royal (devant le ministère de la Culture), le jeudi 18 octobre à 9h30.

L'intersyndicale CFTD-CGC-CGT-FO-SNJ Mondadori France

Contact : mondadoridebout@gmail.com •

AFP / Plan Fries de réduction des effectifs : L'AG DU PERSONNEL A VOTÉ POUR UN DÉBRAYAGE LE 18 OCTOBRE



Motion adoptée ce jeudi 11 octobre lors d'une assemblée générale du personnel de l'AFP (262 pour, 2 abstentions, 0 contre) et soumise à une consultation interne dans les bureaux régionaux et étrangers.

L'intersyndicale toutes catégories de l'AFP (CGT, SNJ, CFTD, FO, SUD et CFE-CGC) s'oppose au plan de suppression de 125 postes net présenté par Fabrice Fries au conseil d'administration du 4 octobre, qui fait porter un lourd risque sur la mission d'intérêt général de l'Agence. L'intersyndicale appelle l'ensemble des salariés de l'Agence – toutes catégories – à un débrayage jeudi 18 octobre de 10h à 13h (heure de Paris), lors de la tenue du CE.

Une nouvelle assemblée générale aura lieu jeudi 18 octobre à 15h, à l'issue du CE. En outre, les organisations syndicales vont solliciter les représentants du gouvernement et du Parlement pour les interpeller sur l'engagement de l'Etat auprès de l'AFP, dans le respect de son indépendance. **Intersyndicale CGT, SNJ, CFTD, FO, SUD et CFE-CGC de l'AFP**

L'intersyndicale toutes catégories de l'AFP s'oppose au plan de suppression de 125 postes net présenté par Fabrice Fries au conseil d'administration du 4 octobre (...)

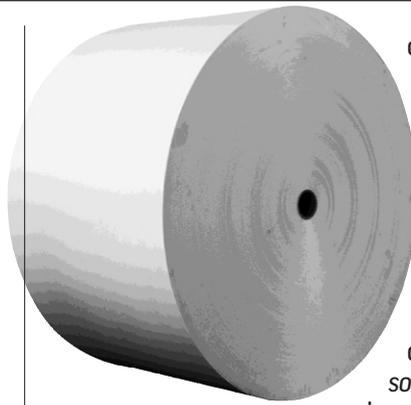
FILPAC CGT Compte Rendu de la Commission Paritaire de l'Intersecteur Papier Carton du 16 octobre 2018

Le premier point de l'ordre du jour arrêté pour cette réunion concernait le projet d'accord concernant les frais de santé dans la branche. Ce texte « novateur », d'après le patronat, devrait mettre en place au sein de la branche une « protection complémentaire » de haut niveau sur le panier de soins.

Quelle blague ! En effet, une telle protection est déjà obligatoire par la loi dans toutes les entreprises.

Sur ce sujet, la FILPAC, après avoir exprimé son point de vue et ses critiques, rappelle qu'elle n'a pas mandat de ses syndicats pour aller vers une négociation et la signature d'un tel accord. En effet, notre organisation syndicale exprime son opposition à

En effet, notre organisation syndicale exprime son opposition à ce projet au rabais qui ne peut qu'inciter les entreprises à tirer les accords existants vers le bas.



nous pour défendre nos intérêts.

Le deuxième point traitait du « nettoyage » et de la mise en convergence des conventions collectives du papier.

Sur ce point, et bien que nous ne soyons toujours pas entré réellement dans la négociation, nous veillons à ce que les patrons n'oublient pas d'inscrire, dans la nouvelle convention, les points qui améliorent sensiblement la situation des salariés de nos branches.

Dans cette première partie des discussions, les représentants de la FILPAC ont donc veillé à ce que tous les éléments conventionnels à droit constants soient bien pris en compte par la partie patronale.

Dans le même temps, la délégation FILPAC a porté au débat de nouvelles revendications afin que l'unification des conventions collectives passées ne nuise à aucune catégorie de personnel et que la nouvelle convention reste juste et légitime aux yeux de tous ! **Le collectif de négociation FILPAC CGT.**

DÉCLARATION DE L'ALLIANCE SYNDICALE SAICA

Ce vendredi 5 octobre 2018, à l'initiative d'UNI Europa Graphical – la fédération européenne des syndicats du secteur graphique et de l'emballage – a eu lieu la première réunion européenne des syndicats présents dans la multinationale d'emballage Saica. Les personnes présentes à la réunion ont discuté de la nature de Saica en tant qu'entreprise ainsi que de l'état des relations de travail dans les différents pays. Il a été décidé de créer une alliance syndicale permanente qui se réunira régulièrement. UNI Europa Graphical appelle tous les syndicats qui ont des membres chez Saica à adhérer et à devenir actifs dans cette alliance. Les objectifs de l'alliance syndicale Saica sont les suivants :

- approfondir l'échange d'informations entre les syndicats en établissant une structure de communication ;
 - renforcer la solidarité internationale et le niveau de coordination et de coopération entre les syndicats ;
 - veiller à ce que le comité d'entreprise européen fonctionne de la manière la plus efficace possible pour les travailleurs qu'il représente ;
 - veiller à ce que l'entreprise Saica respecte les normes les plus élevées en matière de relations de travail partout où elle opère.
- Une nouvelle réunion de l'Alliance aura lieu dans un avenir très proche et décidera de nouvelles actions concrètes dans la poursuite des objectifs susmentionnés. •



Les personnes présentes à la réunion ont discuté de la nature de Saica en tant qu'entreprise ainsi que de l'état des relations de travail dans les différents pays.